

L'ÉGALITÉ

JOURNAL DES INTERÊTS DE TOUS.

POLITIQUE, AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE, SCIENCES, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS, ETC.

SOMMAIRE.

La République des peuples. — **Détails complets sur la grande fête de la Fraternité, à l'Arc de Triomphe et sur les boulevards.** — Le discours de M. de Lamartine. — **Accident arrive à un garde national.** — La dupe de la République. — **Le chien de la République.** — Le général Piret soldat de la banquette. — **Démision des officiers supérieurs de la 3^e légion.** — Les créances hypothécaires. — **Une singulière visite faite à M. de Lamartine.** — Les anecdotes et bons mots du peuple dans la journée du 20. — Nouvelles étrangères. — Bourse.

Paris, 22 Avril.

Les grandes fêtes monarchiques ou nationales décrites par les historiens, les dénombrements des armées gigantesques inventées par les poètes, ne sont rien auprès de la prodigieuse réalité d'hier.

Dans cette journée, Paris a fait, avec son enthousiasme, une des plus belles pages de l'histoire de l'humanité.

Cette page, la postérité la lira avec admiration, pour peu qu'il se présente un historien digne de l'écrire. Quant aux contemporains, il en sortira probablement pour eux le plus saisissant et le plus fructueux de tous les enseignements que la nouvelle République ait encore pu donner au monde ! Ils sauront ce que l'union, la fraternité, la concorde donnent de puissance, de grandeur, de beauté à un peuple, et ils viendront, eux aussi, faire l'essai de cette sainte concorde ; ils viendront, après s'être unis entre eux, se joindre à cette grande famille dont, par la manifestation d'hier, Paris s'est montré digne d'être le centre, en quelque sorte le foyer.

Que n'étiez-vous là, autres enfants de notre France, vous qui habitez les départements, vous que le bruit des mouvements de Paris fait trembler, vous que terrifient peut-être trop facilement les mesures abusives prises par quelques indignes agents du pouvoir central, que n'avez-vous pu être témoins de cette magnifique journée d'hier ! nul doute que ce spectacle, inoui dans les fastes du monde, ne vous eût inspiré cette foi profonde et sacrée en l'avenir qui féconde les grandes pensées et donne aux hommes la volonté et la puissance d'accomplir les grandes choses.

Complètement rassurés, par l'attitude des gardes nationales mobiles et sédentaires de Paris et de la banlieue, sur l'indépendance complète de la future Assemblée nationale constituante, vous accompliriez, sans hésitation et sans défiance, la grande œuvre des élections générales, dans le sens véritablement républicain et révolutionnaire, qui convient à nos mœurs et à notre époque ; vous donneriez mission à vos mandataires de contribuer pour leur part, à resserrer encore, s'il est possible, les liens qui unissent toutes les parties de la population ; vous vous jetteriez, vous aussi, dans les bras du peuple de Paris, et par cette cordiale étreinte, vous témoigneriez que vous ne le regardez plus comme un maître redoutable, dont le pouvoir et la force vous font envie, mais comme un véritable frère, comme un frère aîné, peut-être, qui met au service de toute sa famille, l'activité de sa pensée, l'expérience de sa raison, l'énergie de son action !

Que n'étiez-vous là, vous aussi, autres frères qui habitez au delà des fleuves, des monts et des mers, qui parlez une autre langue que nous et qui, pour cette raison, vous appelez peuples étrangers, vous sauriez comment le peuple de France comprend et manifeste la Fraternité républicaine ! Transportés d'admiration à la vue de ces trois ou quatre cent mille hommes armés, de ces quatre ou cinq cent mille spectateurs non armés, tous animés par le même amour, le même enthousiasme, vous voudriez, dès demain, former chez vous de pareilles familles qui pourraient venir bientôt aussi fraterniser avec la grande famille française.

Vous diriez à ceux qui prétendraient encore vous inspirer la haine ou l'envie de la France, que devant une telle armée, cette grande armée pacifique de travailleurs, il n'y a point d'hommes dignes de ce nom qui ne sentissent leur cœur s'émouvoir et ne fussent disposés à laisser tomber leurs armes pour ouvrir les bras à leurs frères !

Saisissez-vous aussi d'une noble ardeur, vous demanderiez compte

à ces politiques belliqueux du sang qu'ils ont fait répandre, du sang qu'ils voudraient faire verser encore aux peuples dans l'intérêt de misérables ambitions individuelles ou dynastiques, et vous voudriez vous joindre à nous pour crier vive la nouvelle République !

Le jour où aura lieu à Paris, capitale de la liberté, cette grande fête de la fédération des peuples, — et ce jour n'est pas éloigné, nous en avons l'espérance, — ce jour-là retentira dans le monde entier, ce cri sublime, mot de ralliement universel et définitif de l'humanité !

Vive la nouvelle République ! la République des peuples !

Le décret que nous transcrivons ne stipule que pour l'année 1848. S'il n'est qu'un expédient financier destiné à combler dans une certaine limite le vide qui se fait tous les jours dans les caisses du trésor, nous n'avons rien à dire ; dans les circonstances présentes, il est du devoir de tous les bons citoyens de consentir de bon cœur, à tous les sacrifices, et de ne pas marchander avec les besoins impérieux de l'Etat.

Si, au contraire, l'impôt frappé sur les créances hypothécaires est destiné à devenir l'objet d'une mesure définitive, nous doutons qu'il produise les bons effets qu'on en attend ; nous craignons au contraire qu'il n'augmente la gêne dans laquelle la propriété se débat aujourd'hui.

On a fondé, pour imposer les créances hypothécaires sur ce principe, qu'elles représentent, dans les mesures de leur importance les immeubles que nos lois frappent d'un impôt, et qu'il est juste qu'elles partagent avec eux les charges publiques. Une conséquence inévitable découle tout d'abord de ce principe, c'est qu'on devrait, pour être juste, et pour que le même impôt ne fût pas payé deux fois, dégrever les immeubles eux-mêmes d'une somme égale à celle qu'on demande aux créances qui en ont la représentation. Or, nous ne voyons pas que le décret du 19 avril soit entré dans cette juste voie de réparation.

Et d'ailleurs, s'est-on bien demandé qui supporterait ce surcroît d'impôt ? L'argent est une marchandise qui a son prix déterminé par les besoins de la place, et par la nécessité qu'on offre à son placement. Si l'on ne lui accorde cette rémunération légitime, il se retire, il se refuse aux besoins de l'emprunteur. L'obligerez-vous à solder, par le fait, l'impôt hypothécaire, cela équivaudra pour lui, à l'abaissement de son prix ; il se retirera, et si vous voulez obtenir cette marchandise, il faudra que vous lui offriez un prix, c'est-à-dire un intérêt qui l'indemniserait de l'impôt, dont l'Etat l'aura frappé. En fin de compte, ce sera le malheureux propriétaire qui paiera à la fois et l'impôt foncier et l'impôt hypothécaire.

Ces objections, sans doute, sont de simple bon sens ; elles pourront sembler bien misérables aux organisateurs, qui ne reconnaissent pas la puissance des événements et les insurmontables obstacles qu'opposent à l'application des théories, les intérêts injustement froissés. Nous doutons, toutefois, que la mesure prise par le Gouvernement, n'échoue pas devant ces difficultés pratiques.

L'intérêt de tous.

Respect à la propriété quelle qu'en soit la nature ! Respect à tous les intérêts particuliers !

Déjà, dans notre société actuelle, tout imparfaite qu'elle est, avant aucune des réformes que sollicitent les classes laborieuses, c'est d'intérêts particuliers que se compose l'intérêt général. Le plus pauvre, comme le plus riche, a intérêt au maintien de l'ordre qui engendre le travail, rend prospères les diverses industries agricoles ou manufacturières, et permet, seul, d'espérer en l'avenir qui réalisera les progrès désirés par tous les bons citoyens.

On ne saurait assez le dire, on ne saurait assez le répéter, ni le prouver par des arguments assez forts : — Le plus dénué des prolétaires a son intérêt à la prospérité de l'Etat et au respect de la propriété légitimement acquise.

Les troubles qui agitent et affligent la grande famille française, cesseraient à l'instant même, si les plus malheureux d'entre nous étaient bien convaincus que la violence ne peut qu'augmenter leur propre misère, s'ils se rendaient bien compte de l'état de dénuement horrible où les précipiteraient l'appauvrissement de ceux qui possèdent aujourd'hui, l'absence totale du luxe, la ruine de cent branches de commerce et d'industrie, la perte des arts et des lettres, conséquences inévitables de cette égalité chimérique et contre nature que rêvent de coupables utopistes.

La République spartiate ne peut être la nôtre. Les peuples ne font point de plagiat.

Il y a folie à vouloir remonter le cours du temps et changer l'esprit d'une nation.

Il n'est pas absolument impossible de terroriser la France ; on

ne réussira jamais à la dépouiller de l'amour des belles et grandes productions de l'intelligence humaine.

Le règne despotique d'une minorité farouche n'empêcherait pas le peuple français de se souvenir qu'il est appelé à régner sur le monde par la science, par l'invention, par la poésie, par les arts, par la pensée aussi bien que par le cœur. On pourrait pour un instant faire plier la France, mais elle plie et ne rompt pas ; elle a en elle une élasticité puissante ; bientôt le ressort trop tendu romprait les liens et renverserait le périssable échafaudage de ces fauteurs de dissensions qui veulent sa décadence et le retour vers la barbarie.

Il fut un temps néfaste dans notre histoire révolutionnaire où le beau nom de patriote put être pris en mauvaise part ; prenons garde que celui de socialiste ne dégénère de même sous l'influence de l'orgueil, de la paresse et de la cupidité.

Nous sommes tous socialistes en ce sens que nous voulons tous l'amélioration du sort de chacun, l'extinction du paupérisme, le bien-être du travailleur, la liberté vraie, l'égalité féconde telle que Dieu l'a faite et non telle que la feraient les passions mauvaises ; nous voulons la fraternité enfin, la fraternité évangélique avec ces simples formules :

« Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qui te fût fait par autrui. »

« Fais pour les autres ce que tu voudrais que les autres fissent pour toi. »

Les écoles socialistes ont-elles inventé ces pieux préceptes ? ont-elles rien trouvé de mieux ?

— Non, de vaines théories essayent de se substituer au seul enseignement qui doit être le guide de notre conduite et qui soit applicable au riche comme au pauvre, au faible comme au fort, à celui qui souffre comme à celui qui est heureux.

Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'ils vous fissent.

Pauvres ! ne violentez pas, ne dépouillez pas les riches ; forts, n'écrasez pas les faibles ; majorité, n'opprimez pas la minorité ; heureux, n'insultez pas aux malheureux ; malheureux ! n'enviez pas, ne haïssez pas, ne persécutez pas ceux qui se trouvent aujourd'hui dans une position meilleure que la vôtre.

Faites pour les autres ce que vous voudriez qu'ils fissent pour vous.

Riches, secourez les pauvres ! Préoccupez-vous d'eux, songez à eux constamment, améliorez leur condition par vos efforts continus, ne soyez ni égoïstes ni orgueilleux ! — Pauvres, ne soyez pas orgueilleux non plus ; acceptez fraternellement un concours fraternel ; ne découragez pas par votre roideur et votre dureté ceux qui désirent et cherchent votre bien ! Forts, secourez les faibles, tendez leur la main ; offrez leur un appui généreux ! Majorité, tolérez les minorités, la liberté de leurs opinions leur est acquise. Minorités, ne vous insurgez jamais contre la majorité, car la volonté du peuple ne peut évidemment se manifester que par son vœu. — Ne pas accepter le vœu de la majorité c'est se révolter contre le principe fondamental de notre République : la souveraineté du peuple.

Quelqu'un dont on parlait beaucoup ces jours-ci s'est, dit-on, présenté chez M. de Lamartine à une heure très-matinal, et suivi d'une escorte à lui. Il serait hors de propos, toutefois, d'appliquer à cette politesse, si c'en était une, le *mane salutantum* d'Horace.

M. de Lamartine, qui venait de se lever, était encore en fort grand négligé. Nonobstant cette circonstance, cette personne a été immédiatement introduite, et reçue avec le plus grand calme par le ministre des affaires étrangères, qui aurait dit à son étrange visiteur, en l'apercevant : « Vous le voyez, je suis en chemise et je n'ai pas de cuirasse. »

C'était recevoir en ami un homme qui n'est rien moins que bienveillant — de nature.

Les détails de la conversation qui a suivi cette présentation réciproque, ne sont pas venus jusqu'à nous ; mais jamais, nous assure-t-on, M. de Lamartine n'aurait montré plus d'élévation de cœur et de pensée. « Les coups d'Etat, aurait-il dit à propos de mesures acerbes qu'il repoussait de tout son pouvoir, n'ont sauvé aucune autorité. La gloire du Gouvernement provisoire est de remettre entre les mains de l'Assemblée nationale la puissance dictatoriale comme le peuple la lui a confiée, — pure de tout excès, de toute proscription. »

Ces paroles, rapportées aux membres du Gouvernement, y ont rencontré de nobles échos. Sept membres les ont applaudies ; quatre autres les ont approuvées.

Une profession de foi qui est le type et le résumé de quantité d'autres aussi naïves, — est sans contredit celle que nous recevons de M. Bescherelle jeune.

Nous extrayons les trois passages qui résument les trois chefs d'ordinaire invoqués par les républicains farouches du lendemain

quoique M. Bescherelle se donne pour un républicain de la veille, ce que nous ne mettons pas le moins du monde en doute, n'étant pas suffisamment renseignés sur ce sujet :

Chers concitoyens,

Au moment où vous allez être appelés à élire les représentants de la nation, il importe de faire tomber votre choix non sur des hommes riches et puissants, mais sur des hommes dévoués de corps et d'âme au nouvel ordre de choses.

Il paraît que M. Bescherelle n'a pas de fortune, puisqu'il importe de nommer ceux qui n'en ont pas.

Vous me connaissez depuis longtemps par un grand nombre d'ouvrages, à la tête desquels il est juste de placer la *Grammaire nationale*.

Il est donc bien permis à M. Bescherelle de dire ceci :

L'édifice social doit être refait tout entier, il faut :

La liberté de penser illimitée ;
Le droit d'association également illimité ;
Une nouvelle assiette de l'impôt ;
Des réformes dans la marine ;
Des réformes dans l'armée ;
Des réformes dans la magistrature ;
Des réformes dans l'administration ;
Des réformes dans le clergé ;
Des réformes partout.

Car si vous demandez par hasard à M. Bescherelle ce qu'il mettra à la place de tout ce qui est, quand il aura tout démoli, et s'il est qualifié pour une œuvre aussi gigantesque, il vous répondra en vous rappelant, comme il le fait, qu'il est l'auteur de la *Grammaire nationale*. — *Tenues, grandia!*

ACTES OFFICIELS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Proclamation.

Citoyens,

La République vit de liberté et de discussion. Les clubs sont pour la République un besoin, pour les citoyens un droit.

Aussi le Gouvernement provisoire s'est-il félicité de voir sur les divers points de la capitale les citoyens s'assembler pour conférer entre eux sur les questions les plus élevées de la politique, sur la nécessité de donner à la République une impulsion énergique, vigoureuse et féconde.

Le gouvernement provisoire protège les clubs.

Mais pour que leur liberté, pour que la révolution ne soit point arrêtée dans sa marche glorieuse, gardons-nous, citoyens, de tout ce qui peut entretenir dans l'opinion des inquiétudes sérieuses et permanentes ; rappelons-nous que ces inquiétudes servent d'aliment à des calomnies contre-révolutionnaires et d'armes à l'esprit de réaction ; avisons donc à des mesures qui, en protégeant la sécurité publique, coupent court aux dangereuses rumeurs, aux calomnieuses alarmes. Si la discussion libre est un droit et un devoir, la discussion armée est un danger ; elle peut devenir une oppression. Si la liberté des clubs est une des plus inviolables conquêtes de la révolution, des clubs qui délibèrent en armes peuvent compromettre la liberté elle-même, exciter la lutte des passions et en faire sortir la guerre civile.

Citoyens, le Gouvernement provisoire, fidèle à son principe, veut la sécurité dans l'indépendance des opinions. Il a déjà pris des mesures propres à la protéger ; il ne peut vouloir que les armes soient mêlées aux délibérations. Notre République, c'est l'union, c'est la fraternité, et ces sentiments excluent toute pensée de violence.

La meilleure sauvegarde de la liberté c'est la liberté.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire, voulant signaler par des actes de clémence les glorieux événements qui viennent de s'accomplir ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. Amnistie et accordée à tous sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de terre qui sont en état de désertion, et aux jeunes soldats appelés au service qui n'ont pas rejoint le corps auquel ils étaient destinés.

Sont compris dans ces dispositions les déserteurs et insoumis qui, ayant été arrêtés ou s'étant présentés volontairement, n'ont pas été jugés et condamnés définitivement au jour de la publication du présent décret.

Art. 2. Pour profiter de l'amnistie, les déserteurs et insoumis seront tenus de se présenter, à l'effet de formuler leur déclaration de repentir, devant l'une des autorités militaires voisines du lieu où ils se trouveront et qui seront désignées à cet effet par le ministre de la guerre.

Cette déclaration devra être faite avant l'expiration des délais ci-après, qui compteront à partir de la date du présent décret, savoir :

Deux mois pour ceux qui sont dans l'intérieur de la République ;

Trois mois pour ceux qui sont en Corse ;

Six mois pour ceux qui sont hors du territoire français, mais en Europe ou en Algérie ;

Un an pour ceux qui sont hors d'Europe ;

Et dix-huit mois pour ceux qui sont au delà du cap de Bonne-Espérance ou du cap Horn.

Art. 3. L'amnistie est entière, absolue et sans condition de servir pour les déserteurs ou retardataires qui se trouvent dans un des cas suivants :

1^{er} Pour les insoumis qui appartiennent à l'une des classes de 1821 et suivantes, jusques et y compris celle de 1835, ou qui se sont engagés volontairement antérieurement au 31 décembre 1835 ;

2^o Pour les déserteurs qui ont été admis sous les drapeaux, à quelque titre que ce soit, antérieurement au 31 décembre 1836 ;

3^o Pour les déserteurs et insoumis actuellement mariés ou veufs ayant un ou plusieurs enfants, ou bien âgés, à la date du présent décret, de plus de trente-six années ;

4^o Pour les déserteurs et insoumis qui se trouveraient, à la date du présent décret, dans l'un des cas d'exemption prévus par l'art. 13 de la loi du 24 mars 1832 (1) ;

(1) Seront exemptés et remplacés dans l'ordre des numéros subséquents les jeunes gens que leur numéro désignera pour faire partie du contingent et qui se trouveront dans un des cas suivants, savoir :

1^{er} Ceux qui n'auront pas la taille de 1 mètre 56 centimètres.

2^o Ceux que leurs infirmités rendront impropres au service.

3^o L'ainé d'orphelins de père et de mère.

4^o Le fils unique ou l'ainé des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils d'une femme actuellement veuve, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année.

Dans les cas prévus par les paragraphes ci-dessus notés 3 et 4, le frère puîné jouira de l'exemption, si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute infirmité incurable qui le rende impotent.

5^o Le plus âgé de deux frères appelés à faire partie du même tirage et désignés tous deux par le sort, si le plus jeune est reconnu propre au service.

6^o Celui dont un frère sera sous les drapeaux à tout autre titre que

5^o Pour les déserteurs auxquels il ne reste pas, à la même date du présent décret, plus d'une année de service à faire pour atteindre le terme de leur libération.

Art. 4. Les déserteurs ou insoumis amnistiés auxquels les dispositions de l'art. 3 du présent décret ne sont point applicables, seront tenus d'entrer dans un des corps de l'armée pour y faire le temps de service auquel ils sont astreints par la loi, temps dans lequel celui de leur absence ne sera pas compté.

Art. 5. Les dispositions du présent décret ne pourront, en aucun cas, être appliquées :

1^o Aux déserteurs ou insoumis qui, n'ayant pas profité de l'amnistie en temps utile, seraient arrêtés ou se présenteraient après les délais fixés par l'art. 2 ci-dessus ;

2^o Aux déserteurs et insoumis qui, au moment de la publication du présent décret, auraient été condamnés pour désertion par jugement définitif.

Ceux des déserteurs et insoumis qui ne sont pas dégagés de l'obligation de servir, et qui, après avoir profité de la présente amnistie et avoir pris leur feuille de route pour rejoindre un corps, ne se rendraient pas à leur destination dans les délais fixés par les règlements, resteront sous le poids de la législation relative à la désertion et à l'insoumission, et seront considérés comme déserteurs ou insoumis par récidive.

Art. 6. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, à Paris, le 19 avril 1848

Les membres du Gouvernement provisoire.

Ministère de l'agriculture et du commerce.

ARRÊTÉ.

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture et du commerce,

Considérant la nécessité de reviser et de compléter la législation qui régit les eaux, et surtout de donner une solution à la question des irrigations ;

Considérant que, s'il importe de faciliter aux cultivateurs les moyens de féconder, par l'irrigation, les terrains arrosables, il n'importe pas moins de rendre à l'agriculture les terrains submergés, et d'assurer l'écoulement des eaux stagnantes ;

Considérant que cette étude simultanée des moyens de favoriser les irrigations et les dessèchements est d'autant plus utile, que, dans un grand nombre de cas, l'irrigation est le corollaire indispensable du dessèchement ;

Considérant que les questions relatives aux dessèchements et aux irrigations doivent être examinées et résolues aux points de vue différents de la pratique agricole, du droit, et des moyens d'exécution ;

Après avoir pris l'avis des citoyens ministres provisoires de la justice et des travaux publics,

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Une commission est nommée, qui, sous la présidence du ministre de l'agriculture et du commerce, étudiera toutes les questions qui se rattachent : 1^o à la propriété des eaux ; 2^o à leur libre écoulement ; 3^o à leur aménagement et aux travaux nécessaires pour les conduire à portée des terrains à arroser ; 4^o à leur emploi agricole ou à leur application au sol et aux différentes cultures ; 5^o enfin, aux mesures à adopter pour amener l'association des intérêts, et diminuer ainsi les dépenses, en utilisant toutes les eaux le mieux possible.

Art. 2. Sont nommés membres de cette commission, les citoyens : Garnier, ancien président du conseil de l'ordre des avocats au conseil d'Etat et à la cour de cassation ;

Duvergier, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats à Paris ;

Championnière, avocat à la cour d'appel de Paris ;

Brière de Mondétour, inspecteur général des ponts et chaussées ;

Poirée, inspecteur divisionnaire, id. ;

Nadault de Buffon, chef de division, ingénieur en chef, id. ;

Wissocq ;

D'Esterno, agriculteur ;

Monny de Mornay, sous-directeur de l'agriculture.

Fait à Paris, le 19 avril 1848.

BETHMONT.

Le ministre de l'intérieur,

Voulant assurer en même temps la publicité et la conservation de la bibliothèque du ministère de l'intérieur ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La bibliothèque du ministère passe dans les attributions de la direction de la librairie et des théâtres bureau de la librairie.

Art. 2. A l'avenir la bibliothèque sera ouverte au public sur la présentation de cartes d'admission délivrées par le directeur de la librairie et des théâtres.

Art. 3. Il sera, dans le plus bref délai, procédé au classement et à la confection du catalogue raisonné des ouvrages. Ce travail fait et une estampe apposée sur chaque exemplaire, il nous sera présenté un projet de règlement. Il est arrêté dès à présent, 1^o qu'aucun ouvrage ne pourra sortir de la bibliothèque par quelque considération que ce soit ; 2^o que tous les six mois il sera fait un recensement des ouvrages en présence du directeur de la librairie et des théâtres.

Art. 4. L'époque de l'ouverture de la bibliothèque du ministère de l'intérieur sera ultérieurement fixée.

LEBERG-ROLLIN.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Sont suspendus de leurs fonctions MM. :

Mérilhou,

Lavieille,

Hervé, conseillers à la cour de cassation.

La démission de M. Quénault, conseiller à la cour de cassation, est acceptée.

Pour le Gouvernement provisoire :

Le ministre de la justice, délégué.

Rapport fait au Gouvernement de la République par le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, pour proposer l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires.

Citoyens,

Avant la révolution l'impôt était proportionnel. Donc il était injuste. Pour être réellement équitable, l'impôt doit être progressif.

Vous avez reconnu et proclamé ce principe. Il sera mis en action dans le premier budget de la République.

Mais, en attendant cette grande amélioration, il est indispensable de créer les ressources que réclament les besoins de l'Etat. Vous avez à pour-

voir remplacement.

7^o Celui dont un frère sera mort en activité de service, ou aura été réformé, ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé, ou infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

L'exemption accordée conformément aux n^{os} 6 et 7 ci-dessus sera appliquée dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront ; seront comptées néanmoins en déduction desdites exemptions, les exemptions déjà accordées aux frères vivants, en vertu du présent article, à tout autre titre que pour infirmités.

Le jeune homme omis qui ne se sera pas présenté par lui ou ses ayants cause pour concourir au tirage de la classe à laquelle il appartenait, ne pourra réclamer le bénéfice des exemptions indiquées par les n^{os} 3, 4, 5, 6 et 7 du présent article, si les causes de ses exemptions ne sont survenues que postérieurement à la clôture des listes du contingent de sa classe.

voir à de nombreux services et à remplacer le vide que va faire dans vos finances l'abolition de certains impôts désormais impossibles.

Jusqu'ici les producteurs, les consommateurs et les propriétaires ont eu la charge exclusive des grandes crises. Seuls les capitalistes ont échappé à la nécessité des sacrifices. La justice veut que cette inégalité cesse. Lorsque tous les éléments de la richesse sont atteints, il ne faut pas épargner celui de tous qui est le plus puissant.

En conséquence, citoyens, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le décret suivant, qui prescrit pour l'année 1848 l'établissement d'une contribution directe sur les créances hypothécaires.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, GARNIER-PAGÈS.

DÉCRET.

Art. 1^{er}. Il est établi, pour l'année 1848, une contribution directe sur les créances hypothécaires résultant, soit d'obligations, soit de constitution de rentes foncières, perpétuelles ou viagères, soit de jugement ou arrêt, passés en force de chose jugée.

Cette contribution frappera également les créances privilégiées, sur les immeubles seulement, à l'exception de celles comprises au n^o 3 de l'art. 2103 du Code civil.

Cet impôt est fixé à 1 p. 0/10 du capital.

Le capital des rentes perpétuelles sera formé à raison de vingt fois le revenu.

Le capital des rentes viagères sera à raison de dix fois le revenu.

Art. 2. Pour l'assiette de ladite contribution, les propriétaires d'immeubles grevés des hypothèques ou privilèges spécifiés en l'art. 1^{er} sont tenus de déclarer, dans le délai de quinze jours, du 1^{er} au 15 mai prochain, les diverses créances de cette nature existant sur leurs immeubles.

Leurs déclarations seront faites et signées par eux-mêmes ou par leurs représentants, devant le greffier de la justice de paix de la situation des biens ; il leur en sera donné un reçu.

Des feuilles de déclarations seront déposées d'avance, par les soins des directeurs des contributions directes, dans tous les greffes de justice de paix.

Les déclarations contiendront les noms, prénoms, des propriétaires déclarants ; les noms, prénoms, profession et domicile des créanciers, la désignation des biens affectés, le montant en capital de chaque créance.

Art. 3. Après le délai de quinze jours déterminé par l'art. 3 pour la remise des déclarations, et dans la quinzaine suivante, les contrôleurs des contributions directes se transporteront dans chaque chef-lieu de canton pour y former les matrices de contribution par commune au moyen des déclarations faites et déposées dans les greffes des justices de paix.

Au fur et à mesure de la confection, les contrôleurs adresseront sans retard ces déclarations et matrices au directeur des contributions directes, dans la circonscription duquel demeure le créancier, et le directeur dressera immédiatement les rôles et les avertissements, de manière que tous soient mis en recouvrement au plus tard le 1^{er} janvier prochain.

Art. 4. Dans le délai de quarante jours, à partir de la publication du présent décret, chaque conservateur des hypothèques sera tenu de fournir au directeur départemental de l'enregistrement et des domaines des relevés, pour les dix dernières années, de ses registres d'inscriptions hypothécaires.

Rapprochement sera effectué par les employés supérieurs de l'enregistrement de ces relevés et des déclarations faites par les propriétaires débiteurs. Les résultats de ce rapprochement seront transmis au directeur des contributions directes dans la circonscription duquel demeure le créancier, et serviront, s'il y a lieu, à la formation des listes supplémentaires.

Art. 5. Les rôles seront rendus exécutoires par les préfets et adressés, comme les rôles des contributions directes, aux percepteurs chargés du recouvrement, par l'intermédiaire des directeurs des contributions directes et des receveurs des finances.

Art. 6. La contribution établie par le présent décret, devra être payée aussitôt après la publication des rôles et non par douzièmes.

Toutefois le paiement pourra être divisé en deux versements égaux ; le premier sera fait dans le mois de la publication des rôles, le second trois mois après.

Art. 7. Les réclamations seront faites, reçues, instruites et jugées de la même manière que celles concernant les contributions directes, avec cette différence, toutefois, que les agents de l'administration des contributions directes et ceux de l'enregistrement auront seuls à donner un avis.

Art. 8. Les poursuites aux fins du recouvrement des impositions et taxes établies par le présent décret seront exercées par les percepteurs et receveurs des finances, comme en matière de contributions directes.

Art. 9. Les dispositions du présent décret ne sont applicables qu'aux créances actuellement existantes. Elles ne s'appliqueront pas aux contrats passés postérieurement au 15 avril 1848.

Art. 10. Le présent décret sera publié par les soins des maires, dans toutes les communes, au moyen d'affiches qui seront apposées extérieurement aux mairies, aux bâtiments consacrés au culte, aux maisons d'école et aux bureaux de perception.

Art. 11. Les ministres des finances, de la justice et de l'intérieur, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 19 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Art. 1^{er}. Provisoirement, le ministre de la justice est autorisé à prononcer la réhabilitation des condamnés avec les modifications suivantes aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Art. 2. La demande de réhabilitation, les attestations exigées par l'article 620 du Code d'instruction criminelle et l'expédition de l'arrêt de condamnation, seront soumises au procureur général, qui transmettra son avis par écrit au ministre de la justice ; le ministre statuera.

Art. 3. Si la demande est rejetée, le condamné pourra se pourvoir de nouveau après un intervalle de cinq ans. Il sera procédé sur la nouvelle demande selon qu'il est prescrit au Code d'instruction criminelle.

Art. 4. Si, sur la première demande, le ministre prononce la réhabilitation, il en sera expédié des lettres qui seront transcrites en marge de la minute de l'arrêt qui aura prononcé la condamnation.

Art. 5. Tout condamné correctionnellement pourra obtenir sa réhabilitation trois ans après l'expiration de sa peine, pourvu qu'il soit domicilié depuis deux ans accomplis dans la même commune. Il devra adresser directement sa demande au procureur général de la cour d'appel dans le ressort de laquelle son arrêt de condamnation aura été rendu. Il y joindra des certificats de bonne conduite délivrés par les maires des communes qu'il a successivement habitées, approuvés par les sous-préfets. Le procureur général donnera son avis au ministre, qui prononcera.

Art. 6. Si la demande est accueillie, les lettres accordées seront transcrites en marge de la minute de l'arrêt qui aura prononcé la condamnation.

Art. 7. Il n'est point dérogé aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Fait à Paris, en séance de Gouvernement, le 18 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire :

Considérant que le service extraordinaire du conseil d'Etat ne constitue aujourd'hui qu'une superfétation de titres, sans fonctions réelles, contrairement aux principes républicains et au bien des affaires ; qu'il peut y être pourvu autrement et plus avantageusement, dans l'intérêt de l'administration, sans qu'il soit besoin de conférer à des fonctionnaires étrangers au conseil d'Etat les titres de conseillers d'Etat et de maîtres des requêtes ;

Décreté :
Art. 1^{er}. Le service extraordinaire du conseil d'Etat est supprimé.
Art. 2. Les chefs de service, désignés par les ministres de chaque département, seront appelés à prendre part aux travaux des comités et de l'assemblée générale du conseil d'Etat, quand leur concours sera jugé nécessaire.
Art. 3. Un règlement, concerté entre le ministre de la justice et les ministres des autres départements, déterminera le mode d'exécution de l'art. 2.
Art. 4. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du décret.
Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 19 avril 1848.
Les membres du Gouvernement provisoire.

Journée du 30 avril.
LES BOULEVARDS.

5 heures. — C'est un beau spectacle, un spectacle rare, exceptionnel, car si cette unanimité de sentiments, de patriotique fervor, d'oubli du passé faisait tressaillir une fois par an sous nos pas mesurés le sol de la France, le règne de la justice et de l'amour serait véritablement venu pour elle.

Que devenez-vous ces jours-là, vous qui répugnez à ces nobles penchants des cœurs d'une nation tout entière ? Vous qui vous réjouissez de l'injustice, vous qui laissez de nature, comme le soleil rayonne, comme les fleurs répandent leurs parfums ; vous qui vous creusez la tête à ranimer les dissensions éteintes ; vous qui remuez les cendres froides des vieilles factions pour y retrouver une étincelle et rallumer l'incendie.... Ah que l'amour de la patrie ne fait-il dans vos cœurs le miracle qui, dans les siècles de la foi, la charité opérait entre les âmes des ennemis — en les réconciliant !.....

Depuis ce matin, huit heures, les boulevards sont hérissés de baïonnettes empanachées de fleurs, retentissantes de fanfares et de tambours. Les bataillons bigarés d'uniformes de la garde nationale et de blouses bleues n'ont cessé de marcher pressés, innombrables, radieux ; la pluie qui tombait par torrent s'est avouée vaincue ; le soleil a paru vers une heure. Le soleil ne pouvait manquer à la première fête de la République : il ne faisait pas défaut à Napoléon, les jours de bataille.

C'est surtout à la vue de notre armée, rentrant à Paris et venant se mêler à ses frères, que tous les cœurs se sont émus, que toutes les voix se sont fait entendre dans un immense concert d'acclamations ; que de toutes les fenêtres pavoisées de drapeaux, — que — des toits couverts de monde, des milliers de mouchoirs et de chapeaux se sont agités, en signe de réconciliation et de joie.

S'il est, sur la terre, quelque spectacle digne du ciel, c'est bien celui de ces heures, toujours trop courtes, mais imprécissables dans notre souvenir, où l'unanimité d'un vœu pur exalte les cœurs, où les hommes rassemblés sous un même drapeau, dans une même pensée, sur la même route, n'entendent plus que le concert de leurs voix et la cadence de leurs pas.

De la place où nous écrivons ces lignes, nous ne voyons point le plus beau de la fête, l'endroit où les citoyens courageux qui ont accepté la tâche si rude de garder la France à ses propres destinées et à son splendide avenir, distribuent aux soldats de la patrie la nouvelle oriflamme de la République ; mais nous leur donnons d'ici un front radieux, un cœur épanoui, un bonheur si grand à l'aspect, et au bruit immense de cette fête, que leurs veilles, leurs fatigues, leurs labeurs et leurs inquiétudes sans nombre sont oubliés.

Que ces hommes recueillent les fruits de leur mission ; que la reconnaissance du pays les suive par delà les limites de leur passagère dictature ! Que leurs noms demeurent en vénération à la postérité, quelque faute, quelque erreur que le poids immense de leur responsabilité leur ait fait commettre ! — La France ne sera point ingrate : elle voudra que ces hommes gardent de son amour le souvenir qu'ils garderont eux-mêmes de l'insigne et périlleux honneur auquel ils ont été passagèrement appelés.

Le temps ne devrait pas se mesurer, mais se jauger, et, à ce compte, nous devons autant au Gouvernement provisoire que s'il eût, durant un demi-siècle, présidé aux destinées et garanti l'honneur et le salut de la patrie.

Passez, légions innombrables, régiments de soldats, de bourgeois et de travailleurs, les mains unies, et que cette clameur immense n'expire, qu'après que la dernière file de la dernière compagnie aura fait retentir aux oreilles de nos décevants, à la veille de déposer le sceptre de l'Etat entre les mains de l'Assemblée nationale, — ces vivats qui sont la seule digne récompense de leurs services et de leurs dévouements !

L'ARC DE TRIOMPHE DE L'ETOILE. — Dès huit heures du matin, malgré une pluie assez forte, les amphithéâtres réservés devant l'Arc de triomphe de l'Etoile commencent à se garnir. Les dames prennent place sur des gradins abrités par la voûte du monument. Presque aussitôt après leur entrée, toutes reçoivent des bouquets que la République, fidèle aux traditions de galanterie de la nation, avait eu soin de faire préparer.

Une foule compacte stationnait sur la place de l'Etoile et dans les contre-allées des Champs-Élysées.

A dix heures environ, un roulement de tambours et une salve d'artillerie ont annoncé l'arrivée du Gouvernement provisoire.

Les membres ont pris place sur l'estrade réservée en avant de tous les amphithéâtres. Derrière eux étaient les généraux qui représentaient l'armée, les présidents des cours et des tribunaux, les blessés de février, les décorés de juillet, les députations des délégués politiques, des délégués des ouvriers et de divers corps d'état.

Aussitôt, M. Arago a pris la parole et a prononcé d'une voix énergique, l'allocution suivante :

« Le gouvernement provisoire va confier ces drapeaux à votre honneur et à l'honneur des citoyens et des soldats que vous commandez.

« Que ces couleurs républicaines, dont l'histoire consacre les glorieux souvenirs, rappellent partout à vos yeux l'image vivante de la France libre et régénérée !

« Que vos cœurs se pénètrent de la sainte devise de la République devenue désormais l'immortelle foi de la patrie !

« Si cette patrie avait besoin de vos bras, que ce drapeau serve de guide à leur courage !

« Qu'il soit, au sein de la paix, un symbole de discipline et d'ordre, un signe de ralliement pour la défense de ces grands principes que la Révolution a proclamés, que la République vivifiera !

« Citoyens soldats, soldats citoyens, tous enfants du peuple, également chers au peuple, portez avec orgueil cet emblème de la force et de la grandeur du peuple armé ;

« Il est pour la République un gage d'union et de puissance, pour tous les peuples libres une garantie d'alliance et d'amitié, pour les peuples opprimés encore une espérance d'affranchissement ;

« Colonels, au nom de la République,

« Nous prenons à témoin Dieu et les hommes, que vous jurez fidélité à son drapeau !

(Les colonels répondent en levant l'épée :)
NOUS LE JURONS.

Vive la République !
Ce discours a été accueilli par le cri universel de *Vive la République !*

Les drapeaux ont ensuite été remis à chacun des chefs de corps. Le premier étendard a été donné par M. Dupont (de l'Eure), président du Gouvernement provisoire, au colonel de la garde nationale qu'il a cordialement embrassé.

Les autres ont été remis par les divers membres du Gouvernement. M. Clément Thomas, colonel de la 2^e légion, était tellement ému qu'il oubliait dans son trouble de recevoir l'accolade de M. Crémieux, il avait déjà descendu quelques marches lorsqu'il s'en est aperçu ; aussitôt, il s'est retourné pour se précipiter avec effusion dans les bras du membre du Gouvernement.

Vers dix heures et demie le défilé a commencé. Depuis ce moment il nous a été donné de contempler du sommet de l'Arc de Triomphe de l'Etoile le plus beau spectacle qui ait peut-être jamais été offert aux Parisiens.

Tous les membres du Gouvernement provisoire sont venus successivement admirer cette magnifique perspective. Mme Sand est restée en contemplation, accoudée sur l'attique pendant plus de trois heures.

Entre les deux lignes de verdure tendre formées par les arbres des Champs-Élysées, on voyait comme un champ énorme de baïonnettes serrées et mouvantes comme les épis de blé agités par le vent. De temps à autre un rayon de soleil, perçant les nues, venait faire briller ces flots d'acier étincelant.

En même temps les bataillons de la garde nationale, de la garde mobile, de la banlieue, de la troupe de ligne, des députations de Versailles, de Rouen, de Lille défilaient au son du tambour battant au champ et des musiques militaires. Le cri de *vive la République !* était répété universellement par toutes les voix. A ces cris se joignaient ceux de *vive la ligne !* chaque fois qu'un régiment passait. Le bruit du canon tiré de cinq minutes en cinq minutes dans l'enceinte de l'Hippodrome ajoutait encore au prestige de cette fête.

Pour rendre plus complets les témoignages de fraternité d'innombrables légions de citoyens et de citoyennes, venaient défilier entre la légion devant l'estrade, en criant : *Vive la République ! vive le Gouvernement provisoire !* Tous paraissaient avides de voir chacun des hommes célèbres et dévoués, qui se sont chargés provisoirement de gouverner la France.

Cette affluence n'a pas peu contribué à retarder le défilé ; c'est ainsi que le Gouvernement provisoire a passé en revue, non-seulement les citoyens armés, mais encore toute la population parisienne, près d'un million d'âmes.

On a beaucoup applaudi la présence, dans les rangs de la garde nationale de la banlieue, d'un vieux général en grand uniforme, qui portait un fusil, en criant : *Vive la République !* Ce vieillard, âgé de soixante-dix ans, est le général Piret, ancien serviteur de l'Empire.

Le défilé des élèves des écoles donnant le bras aux délégués des ouvriers, a produit aussi une vive sensation.

Parfois, une femme ou un enfant se détachait des groupes ou des légions et venait déposer devant le Gouvernement une offrande, des bouquets, des pots de fleurs, etc.

La plupart des légions portaient des branches d'arbre, des fleurs, des rubans au canon du fusil, presque tous les hommes en passant mettaient, leurs casquettes, leurs chapeaux au bout de leurs baïonnettes.

Vers sept heures du soir, les illuminations de l'Arc de Triomphe et de la grande avenue des Champs-Élysées ont commencé. En outre, plus de cinquante torches tenues par des gardes de Paris éclairaient le bas l'amphithéâtre.

Le spectacle a changé alors de nature et de caractère. Il ressemblait à un rêve, à une féerie. Il est devenu surtout merveilleux, lorsque vers les dix heures du soir l'artillerie et la cavalerie ont fait leur défilé. Rien de plus beau, de plus fantastique que ces cuirasses, ces sabres, ces lances ornées de banderoles brillant à la lueur des torches.

A onze heures tout était fini, la population se retirait en chantant la *Marseillaise* et en criant encore : *Vive la République !*

Malgré la pluie et la fatigue, qui avait duré quinze heures, l'enthousiasme durait encore à minuit, au moment où les lampions, placés à toutes les fenêtres, commencent déjà à s'éteindre.

Telle a été cette fête magnifique, destinée, nous l'avons dit, à avoir, dans l'histoire des peuples, un immense retentissement.

Les candidats du département de la Seine.
(Deuxième liste).

- | | |
|-------------------|-------------------|
| 111 Aug. Barbet. | 120 Velpeau. |
| Maccarty. | Emile Thomas. |
| F. V. Raspail. | Piorry. |
| Michel. | Ch. Sédail. |
| Chatenet. | X. Chambellant. |
| Danguy, ouvrier. | F. Adam. |
| Pascal, ouvrier. | Fenet, avocat. |
| Dumas, le savant. | Fréd. Charrassin. |
| Félix Pyat. | Ant. Couthon. |

- | | |
|--------------------------|---------------------|
| Thirion. | Wollowski. |
| 130 Parmentier, ouvrier. | Blanchet. |
| Adam, id. | 460 Boileau. |
| Caunes. | Cartigny. |
| Aug. Antoine, ouvrier. | Daird, tourneur. |
| L'abbé Laroque. | Delborre. |
| Humbert, ouvrier. | Delmas. |
| Bonnotte, id. | Dorgal. |
| Croizat. | Duret, mécanicien. |
| Oudin. | Dussard. |
| Rouen. | Gardèche, tisseur. |
| 140 Th. Baudement. | Grandmènil. |
| P. Martin, ouvrier. | 470 Lamotte. |
| Ch. Abdon Thomas. | G. Redon. |
| Samuel Bourgoïn. | Ch. Remenet. |
| Flamont. | Trevet, mécanicien. |
| Fouché Lepelletier. | Vallier. |
| Héronville, ouvrier. | César Daly. |
| Mallarmé, ouvrier. | Bescherelle jeune. |
| Vincard, id. | Alph. Esquiro. |
| Lambert, id. | Emile de Girardin. |
| 150 G. Renaud, id. | Michel Goudchaux. |
| J. P. Schmitt, id. | 480 Roger. |
| Parchappe, général. | Garnon. |
| J. A. Levesque. | Berger. |
| Voisin, médecin. | Durand-Saint-Amand. |
| Martelet. | Le général Piat. |
| Ortolan. | Charles Rouvenet. |
| Henri Martin. | Morel, ouvrier. |

L'organisation d'une fête aussi solennelle que celle d'hier, présentait de graves difficultés ; on avait à régler la marche et la position de trois cent mille hommes en armes. On conçoit facilement que tout n'ait pas été prévu, que des ordres contradictoires aient occasionné, sur certains points, des accumulations de troupes, d'où résultait un encombrement fâcheux, des retards affligeants et des stations prolongées pleines de fatigues et d'ennui.

Sans attacher à ces détails plus d'importances qu'ils n'en méritent, nous ne pouvons nous refuser à les constater ; d'autant qu'ils ont amené une certaine agitation dans les rangs de la garde nationale.

Voici quelques-uns de ces faits.

La 2^e légion, convoquée à sept heures du matin, devait être rendue à neuf heures, quai Saint-Paul où la son rang de bataille lui était assigné. On ne sait par quelle erreur dans les dispositions du chef d'état-major le 2^e et le 3^e bataillon avaient reçu une destination particulière. Ils marchèrent par les quais, la rue Saint-Antoine, la Bastille et campèrent enfin au pont d'Austerlitz. Pendant ce temps, le 1^{er} et le 4^e bataillon prenaient le boulevard, la rue d'Enghien, la rue du Marais, la rue des Fossés-du-Temple où ils se heurtèrent au passage avec la 8^e légion, le boulevard des Filles-du-Calvaire, la place de la Bastille, la rue Saint-Antoine et l'Hôtel de ville.

On se range sur le quai, on repose les armes, on attend avec patience, car l'enthousiasme était dans tous les cœurs. Des officiers d'état-major arrivent au galop ; les bataillons reçoivent l'ordre de partir ; quel est leur étonnement quand on leur fait tourner le dos aux Champs-Élysées, remonter les quais, traverser de nouveau la place de la Bastille, encombrée par les bataillons de la 10^e, et lorsqu'enfin on leur assigne pour ordre de bataille les terrains qui avoisinent l'embouchure du canal, le pont d'Austerlitz et le boulevard Bourdon !

La 2^e légion est arrivée là, à onze heures du matin ; elle y était encore à quatre heures trois quarts !

Vers trois heures, on entend une marche militaire, et dans la direction de Bercy, on aperçoit une troupe nombreuse, c'était la première légion : elle attendait aussi, elle attendit plus longtemps, car les ordres précis de l'état-major la classaient après la deuxième.

Enfin, celle-ci reprit les armes, et il était sept heures et demie quand elle revit le boulevard des Italiens ; elle n'a défilé qu'à neuf heures et demie du soir. Elle était depuis quatorze heures sous les armes, elle avait traversé trois fois Paris dans sa plus grande longueur ; et, ce qui l'affligeait profondément, elle n'a vu l'armée et n'a pu fraterniser avec elle.

Nous avons dit que la première légion suivait immédiatement la deuxième ; mais ce que les gardes nationaux ont ignoré jusqu'au lendemain matin, c'est que derrière la première, tout au loin sur les berges presque inondées du Jardin des Plantes, de la Rapée et de Bercy, stationnait la troisième légion, pour ainsi oubliée, car elle n'a pu arriver à temps à la barrière de l'Etoile et le défilé s'est terminé sans elle.

On assure que ce matin M. Thirion, colonel de la troisième légion, et tous ses chefs de bataillon, parmi lesquels on cite M. Etienne Arago, ont donné leur démission.

Certes, nous sommes persuadés que ces malentendus regrettables sont dus à des erreurs, à des mécomptes involontaires, et que pour rien au monde M. de Courtais n'aurait voulu manquer à ce qu'il doit aux légions de Paris. Néanmoins, des remarques fâcheuses ont été faites, une certaine irritation s'est manifestée ; un mot suffira pour calmer l'une, pour atténuer les autres ; il est à désirer que M. de Courtais le prononce au plutôt.

FAITS DIVERS.

Le Gouvernement provisoire a reçu avant-hier des adresses de plusieurs clubs de Paris, qui protestent de leur attachement pour la République.

— Des vols nombreux dont les auteurs restèrent très-longtemps inconnus ont été commis de 1844 à 1846, dans Paris et les campagnes environnantes. La nature de ces vols, la hardiesse de leur perpétration, la nuit avec escalade, fausses clefs, conjointement, dans des maisons habitées, l'identité des moyens employés pour les réaliser, tout annonçait qu'ils devaient être imputés aux mêmes individus. Mais les recherches de la justice pour les découvrir étaient encore infructueuses, lorsqu'ils lui furent signalés par un nommé Fertou, condamné en 1846 à vingt ans de travaux forcés. Cet homme, en se reconnaissant le principal auteur des faits incriminés, indiqua en même temps les individus qui l'avaient aidé

à les commettre et les recéleurs. Ces soustractions, consistant en argent, argenterie, meubles, bijoux, effets d'habillement, sont au nombre de vingt et une. Les individus, signalés par le révélateur, et qui comparaissent aujourd'hui devant les assises, présidence de M. le conseiller Aylies, sont les nommés Fertou, Moreau, David, Régat, Folliot et la veuve Terrier.

L'accusation sera soutenue par M. l'avocat général Pinard. MM. Nogent-Saint-Laurent, Jourdain et Lachaud présenteront la défense.

Cette audience, où l'on entendra quatre-vingts témoins, occupera plusieurs audiences; nous en donnerons le résultat.

— Les condamnés politiques sous la restauration annoncent à leurs frères de Paris et des départements, que la commission de 1830, nouvellement reconstituée, tient ses séances à l'hôtel de ville; tous ceux qui sont en retard de produire leurs pièces sont invités à les leur adresser *franco*.

Les journaux de Paris et des départements sont instamment priés de reproduire cet avis.

— La commission instituée par M. le ministre de l'intérieur pour préparer les changements à introduire dans la législation des chemins vicinaux et des cours d'eau, a tenu sa première séance sous la présidence de M. Cormenin, et a chargé M. Bost, l'un de ses membres, des fonctions de secrétaire.

La commission a, dès le début, reconnu que la prestation en nature, reste de l'ancienne corvée, en ce qu'elle frappe sur la personne plutôt que sur les biens des travailleurs, est incompatible avec les idées d'affranchissement et de justice qui viennent de triompher.

Elle a donc admis comme bases de ses délibérations :

1° L'abolition absolue de la prestation en nature;
2° Le remplacement de cet impôt par des centimes additionnels votés par les conseils municipaux, dans la limite d'un maximum fixé d'avance par la loi, mais avec cette restriction que les citoyens, inscrits au rôle des contributions au-dessous d'un certain chiffre, en seront totalement exempts;

3° La faculté pour chaque citoyen de remplacer une partie de cette taxe par une quantité déterminée de travail;

4° L'emploi des ressources acquitables en argent et en travail, par des ateliers communaux où les habitants pauvres des communes intéressées seront admis de préférence aux autres ouvriers.

La commission a ensuite reconnu l'utilité de s'adjoindre quelques hommes spéciaux en agriculture et un agent voyer : sur sa proposition, M. le ministre de l'intérieur, par un arrêté du 12 de ce mois, a adjoint à ses travaux :

MM. Payen, membre de l'Institut, section d'économie rurale; Dezeimeris, agriculteur; Fournier, agent voyer en chef du département de la Somme.

— L'adresse suivante est aujourd'hui parvenue au général Duvivier :

La garde nationale du Havre aux gardes nationales de Paris.
Gardes nationaux,

Encore quelques jours, et l'assemblée constituante va se réunir au milieu de vous, pour y fonder notre jeune République sur des bases impérissables.

Porter atteinte au Gouvernement provisoire, que toute la France a reconnu, aux citoyens courageux qui prirent le gouvernement du vaisseau de l'Etat, prêt à sombrer dans la tempête, serait un crime de lèse-nation. Vous l'avez compris comme. Dans la journée de dimanche, à l'appel de vos dignes généraux, vous vous êtes levés comme un seul homme. Devant cette imposante et pacifique démonstration, l'anarchie, qui levait la tête, est rentrée dans l'ombre.

Notre jeune sœur, la garde nationale mobile, a dignement rivalisé d'ardeur avec son aînée pour la défense de l'ordre dans la liberté.

Honneur à la garde nationale mobile!

Garde nationaux, la France vous contemple avec reconnaissance; elle peut désormais, sans inquiétude, confier à notre patriotisme la garde de ses représentants.

Tous vos frères des provinces seraient fiers, comme nous, de marcher à votre appel, si jamais l'invincibilité de l'assemblée nationale était menacée. *Vive la République!*

Salut et fraternité. (*Suivent les signatures.*)

— L'arrêté qui constitue la garde marine vient d'être signé. Ce bataillon sera organisé, armé, habillé en moins de quinze jours. Il sera composé, ainsi que nous l'avons dit, des marins des cadres répandus dans le département de la Seine et des marins des ports. C'est le citoyen Lallier, capitaine de marine, qui est nommé commandant et organisateur de ce bataillon, sous les ordres du général Duvivier. Nous avons fait connaître quel est le but de cette création. La population parisienne, le commerce de la navigation surtout, seront bientôt à même d'apprécier l'importance des gardes marines. Aux termes du décret, les officiers de ce corps devront appartenir aux officiers de la marine, et ne seront point nommés à l'élection. Le citoyen Lallier, commandant de ce bataillon, est un des plus braves officiers de notre marine. Il était capitaine au long cours à l'âge de vingt-quatre ans, et il a reçu la décoration de la Légion d'honneur, à la suite d'un acte de courage maritime exécuté dans la Plata en 1842, et reconnu publiquement par des officiers supérieurs des marines anglaise et américaine, passagers à son bord.

— Au milieu de la joie générale, on n'a eu de déplorer dans la journée de dimanche, que les accidents inséparables d'un grand mouvement de la population. Ainsi un jeune homme a été tué par la décharge involontaire d'un fusil, — sur le quai des Tuileries. — Une autre personne a été foulée aux pieds.

Les hommes raisonnables ont aussi vu avec peine, dans les rangs de la garde nationale, quelques-uns de ces esprits légers et irréfléchis qui ne songent pas au danger d'effrayer la population, en tirant des coups de fusil hors de propos. Dans la

deuxième légion, une balle heureusement amortie, envoyée à tout hasard par un de ces brouillons, malgré les ordres réitérés des chefs, est venue tomber sur un sous-officier. Il faut se féliciter qu'il en ait été quitte pour une contusion. Il est bien fâcheux que des hommes sur le courage et sur le dévouement desquels reposent les seules garanties de l'ordre public, soient les premiers auteurs de désordres et de la confusion. Nous signalons le fait comme très-exceptionnel, mais dans la pensée de prévenir jusqu'à l'exception.

— Les mots caractéristiques ne manquent jamais dans les grandes foules à Paris et devant les grands spectacles. — Un citoyen était assis sur l'estrade de l'Arc de Triomphe : de là, il était donné à ses yeux de contempler l'ensemble de ce beau mouvement de la journée. — C'est tout de même joliment grand, un peuple... quand ça se lève!

Non loin de là, un autre citoyen se penchant vers nous, nous dit, et il désignait M. de Lamartine : « le pauvre citoyen de Lamartine, un canon de vin que je lui offrirais de bon cœur, lui irait vraiment, n'est-ce pas, monsieur ? »

— On remarquait, encore couché sur les marches de l'estrade et devant le Gouvernement provisoire, un chien jaune clair qui, de temps à autre, ne se levait pour aller en trainant la patte, se faire caresser par M. Lamartine. Le grand citoyen n'a pu manquer d'être touché en voyant ce chien, symbole de la fidélité, couché aux pieds de la République, présider en quelque sorte à son inauguration.

Nous avons pris des renseignements sur cet animal auquel la population paraissait vivement s'intéresser.

Ce chien, blessé à une barricade de la rue Rambuteau, pendant les journées de février par la baïonnette d'un garde municipal, a été adopté par la garde républicaine de l'Hôtel de ville. On l'a surnommé *Barricade*; puisque ce chien semble s'être voué à la République, pourquoi ne l'appellerait-on point *le Chien de la République*?

— On a remarqué dans les rangs de la garde nationale de la banlieue, une femme vêtue en déesse de la liberté, robe blanche et bonnet rouge, devant elle on portait une bannière sur laquelle se lisaient ces mots : *déesse de la liberté de Montmartre, mer* (sic) *de seize enfants, blessée, pendant les journées de février.*

RÉVOLUTIONS ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.

LONDRES, (Cité, 5 heures.) Consolidés pour compte de mai, 82 5/8 1/2. (Standard.)

— La convention chartiste, dans sa réunion d'aujourd'hui, a décidé que les séances de l'assemblée nationale seraient ajournées au 4^{er} mai. Elle a aussi adopté une résolution, aux termes de laquelle le mémoire national à la reine sera signé par tous les hommes de dix-huit ans et au-dessus, un mémoire distinct sera signé par les femmes. (Sun.)

— La *Gazette* d'hier au soir contient un édit daté d'Osborne-House, 15 avril, par lequel la reine ordonne des prières publiques pour la conservation de la paix et de la tranquillité. Ces prières seront dites partout le 21. (Daily-News.)

— On écrit de Dublin, 17 avril : « On a fait des perquisitions afin de trouver les papiers du club de la Carabine, dont on a arrêté une brigade. On n'a rien trouvé. Le club de la Carabine est présidé par les éditeurs de l'*United Irishman*. » (Idem.)

— Les demandes de piques continuent dans Charles-Street et Dublin. Le prix est de 5 sch. 6 d. (Morning-Herald.)

ITALIE.

Mgr Corbelli est parti de Rome pour le quartier général, afin de resserrer plus encore la ligne entre les princes italiens. (Il Contemporeo.)

FERRARE, 14 avril. — On dit que le fait d'armes sous Mantoue a été favorable aux Piémontais, et que la perte des Autrichiens, tués, blessés et prisonniers, est de 8,000 hommes. (Patria.)

— Le duc de Parme a abdiqué ou accepté la démission de la régence. On s'occupe de nommer un Gouvernement provisoire.

PRUSSE.

BERLIN, 14 avril. Un grand nombre de Polonais arrivent ici depuis quelques jours. On dit qu'ils ont changé récemment leur plan d'opération et qu'il conviendrait de l'impossibilité de réussir en opérant dans le grand duché de Posen. Ils se proposent d'agir principalement à Cracovie et en Gallicie. Leur arrivée se rattache à ce projet. Le général de Pfuel est arrivé ici pour se rendre à Saint-Petersbourg, où il doit reme une mission confidentielle de la plus haute importance. (Ouzette des postes de Francfort.)

On écrit de la frontière que tous les propriétaires cherchent à mettre en sûreté tout ce qu'ils ont de précieux, tant est grande la crainte d'une révolution en Russie.

AUTRICHE.

VIENNE, 14 avril. — Hier, les bases les plus imposantes de notre constitution ont été arrêtées. La chambre des pairs d'Autriche ne se composera point d'une noblesse héréditaire, mais des grands propriétaires fonciers. L'empereur ne pourra nommer qu'un cinquième des pairs; tous les cinq ans la chambre sera renouvelée.

Pour la chambre des députés, seront électeurs tous les citoyens âgés de vingt-un ans, sans condition de cens. Il sera nommé un député sur 50,000 habitants. On croit que la nouvelle constitution sera promulguée le jour de la fête de l'empereur.

La diète sera convoquée dès le mois de mai. (Gazette de Cologne.)

— L'agitation à Vienne est des plus vives. On craint le retour de l'archiduc Louis. La section Smith a proposé d'assembler 100,000 Viennois pour remettre une pétition à l'empereur. On dirige des troupes sur Cracovie qui va être mise en état de siège. Les envois d'hommes continuent également dans le Tyrol.

— On dit qu'une partie de la dette publique est mise à la charge de la Hongrie.

RUSSIE.

SAINT-PETERSBOURG, 11 avril. — Les consuls russes et les agents consulaires russes à Paris et dans les divers points de la France ont reçu l'ordre de rester à leurs postes pour protéger les sujets russes, surtout en ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation. De même S. M. l'empereur a ordonné que les consuls et agents consulaires français seraient reconnus en cette qualité, et qu'au besoin chacun serait tenu de leur prêter secours. Les marins français seront admis dans les ports russes d'après les traités de commerce et de navigation conclus entre la France et la Russie.

Dons et offrandes.

Mme Cordier, propriétaire, a fait spontanément abandon à ses locataires du terme d'avril, à la condition qu'une partie de cette somme,

420 fr. 65 c., serait versée à la commission des dons et offrandes à la patrie. Les locataires eux-mêmes se sont chargés d'apporter cette offrande.

— Les citoyens membres de la société philanthropique de Saint-Ferdinand ont versé par les mains du délégué Goint, 100 fr.

— Les citoyens officiers, sous-officiers organisateurs, officiers et volontaires du 21^e bataillon de la garde mobile ont versé 275 fr. 05 c.

— Les ouvriers de la savonnerie marseillaise de la gare de Saint-Ouen ont versé 125 fr.

— Le général commandant la première division militaire en son nom et en celui des officiers de son état-major, 514 fr. 20 c.

— La Société religieuse dite du *Rosaire vivant*, paroisse de la Madeleine, collecte recueillie le 6 avril, 60 fr.

— Les ouvriers de M. Guillot père, 228, quai Jemmapes (3^e versement), 132 fr.

— Les citoyens ouvriers m. brière, rue Saint-Antoine, 194, ont versé 640 fr. 10 c.

— Les citoyens ouvriers tailleurs de la Belle-Jardinière, 506 francs 20 c.

— Les agents de tous grades de l'administration des contributions indirectes, une journée de traitement, 1675 fr. 80.

— Une commission départementale pour recevoir les dons et offrandes à la patrie s'est constituée dans le département de la Charente. Voici la proclamation des citoyens membres de la commission :

Aux habitants de la Charente.

Citoyens,

Une commission départementale vient d'être instituée à Angoulême dans le but de recevoir et de centraliser les offrandes patriotiques.

Chaque jour le *Moniteur* inscrit dans ses colonnes les dons apportés par les citoyens de toutes les classes.

Habitants de la Charente, vous vous montrerez digne d'un si noble exemple.

Vous nous apporterez votre obole. La République ne pèse pas les offrandes de ses enfants; elle les compte.

Angoulême, 15 avril 1848.

Les membres composant la commission :

Antony Chenensac, maire d'Angoulême, président honoraire; Félix Mallat, Moreau, Christophe, Sylvain Roux, Leclerc-Raby, Latranchade fils, Juzaud-Roux, trésorier; Albéric-Second, secrétaire.

NOTA. Les offrandes seront recueillies par le citoyen Juzaud-Roux, trésorier, et par les percepteurs qui ont reçu, à cet effet, des instructions détaillées du receveur-général des finances. Les noms des donateurs seront imprimés dans les journaux du département.

— Une députation de l'Académie de Médecine a apporté au siège de la commission centrale la somme de 1,865 fr. et 48 jetons d'argent; elle a été reçue par le vice-président Beranger.

— Le citoyen amiral Roussin a envoyé 100 fr. sur ses appointements du mois de mars.

BOURSE DE PARIS DU 21 AVRIL.

La grande revue d'hier avait disposé tout le monde à la hausse, et les cours étaient très-fermes au début sur la rente française. On regardait aussi comme très-favorable aux fonds publics, le décret qui impose de 4 p. 100 les créances hypothécaires. Ce nouvel impôt produira, dit-on, 100 à 112 millions.

Le mouvement ascensionnel a cependant été arrêté par le relevé hebdomadaire de la Banque de France, qui était regardé comme très-peu satisfaisant. L'encaisse métallique a encore diminué de plus de 5 millions pour Paris et les coupons; et la circulation des billets a en même temps augmenté de 4 millions.

On annonçait que les banques départementales avaient reçu l'injonction de souscrire à leur fusion avec la Banque de France.

Les chemins de fer étaient tous recherchés et il y avait surtout beaucoup d'achats sur les actions d'Orléans.

On annonçait d'une manière certaine que le *Moniteur* de demain publierait enfin le décret d'expropriation. Mais on ajoutait que ce décret consacrerait seulement le principe, mais que les conditions de rachat seraient réservées à l'Assemblée nationale.

La rente 3 p. 100 fermée mercredi à 41 75 a été recherchée de 42 à 41 50, et elle reste à 41 50.

La rente 5 p. 100 fermée avant-hier à 61 75 a varié de 63 à 61 75, et elle ferme à 62.

La Banque de France a varié de 1150 à 1155. — Les Obligations de la ville ont repris de 50 à 1000. — La Vieille Montagne a fléchi de 50 à 1800.

L'emprunt romain a varié de 51 1/2 à 51. — Les ducats de 49 50 à 50.

— L'emprunt belge de 1840 et de 1842 étaient au même prix à 61 1/4.

Les actions d'Orléans ont varié de 490 à 500. — Rouen de 512 50 à 515. — Le Nord de 540 à 557. — Strasbourg de 551 25 à 548 75. — Nantes de 540 à 557 50. — Lyon de 515 à 511 25. — Le Havre était à 175.

— Bordeaux à 592 50.

Le rédacteur en chef, Julien LEMER.

LA PROPRIÉTÉ

JOURNAL DES INTÉRÊTS DE TOUS

Politique, Agriculture, Industrie, Commerce, Sciences, Littérature, Beaux-Arts, etc.

La Propriété est créée spécialement pour la défense des intérêts de la propriété foncière, mobilière, commerciale, industrielle, intellectuelle.

ABONNEMENTS

PARIS : 18 fr. par an.

— 4 fr. 50 c. par trimestre

— 1 fr. 50 c. par mois.

DÉPARTEMENTS : 32 fr. par an.

— 8 fr. par trimestre.

On s'abonne, à Paris, aux bureaux, rue Choiseul, 25, et dans les Départements, chez les Libraires et les Directeurs des Messageries.

IMPRIMERIE SCHNEIDER, RUE D'ENFURTH, 1.